

Janvier 2013

N° 111024

Contacts :
Damien Philippot
Esteban Pratviel
prenom.nom@ifop.com

Observatoire des politiques publiques : ***Les Français et la politique du logement***

Paris
Toronto
Shanghai
Buenos Aires

ifop

Connection creates value

pour

acteurspublics
www.acteurspublics.com

Etude réalisée par l'Ifop pour :

Acteurs Publics

Echantillon :

Echantillon de **1002 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil :

Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (*CAWI - Computer Assisted Web Interviewing*).

Dates de terrain :

Du 15 au 17 janvier 2013

Le jugement sur l'efficacité de la politique du logement en France

Question : Selon vous, l'argent public consacré chaque année par la France à la politique du logement est-il utilisé de manière efficace ou inefficace ?

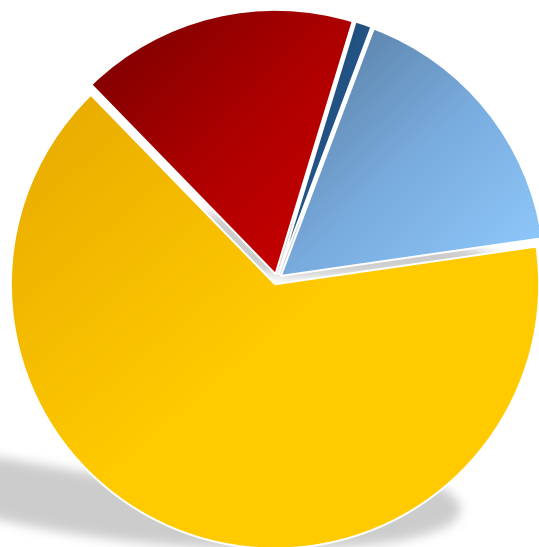
TOTAL Inefficace
82%

TOTAL Efficace
18%

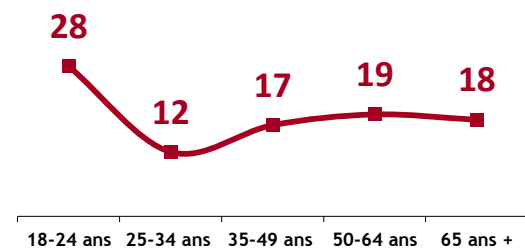
Tout à fait inefficace 17%
Tout à fait efficace 1%

Plutôt inefficace
65%

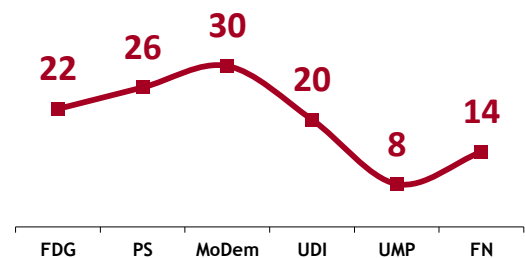
Plutôt efficace
17%



Âge de la personne interrogée

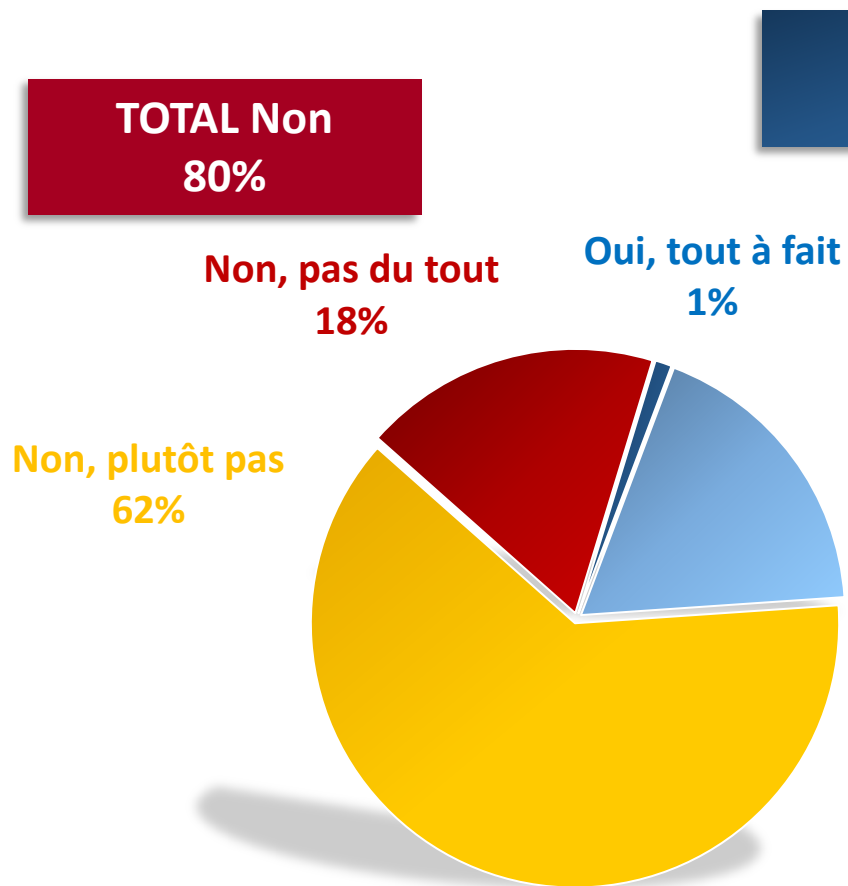


Proximité politique

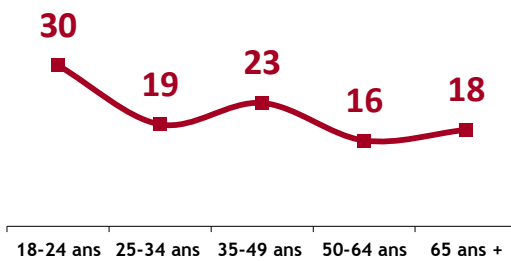


L'impact de la politique du logement sur les publics qui en ont le plus besoin

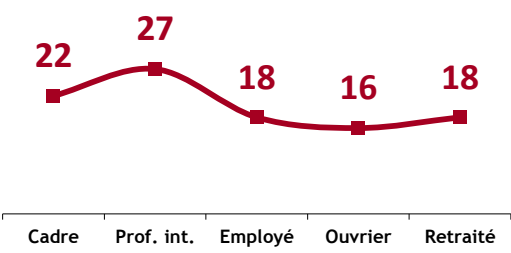
Question : D'après ce que vous en savez, diriez-vous que la politique du logement parvient à aider les publics qui en ont le plus besoin ?



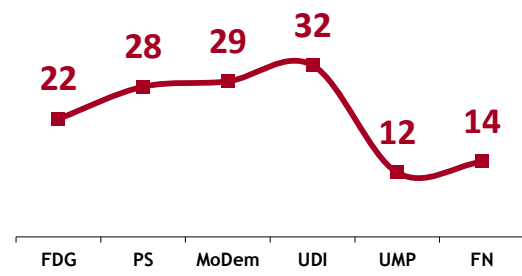
Âge de la personne interrogée



Profession de la personne interrogée

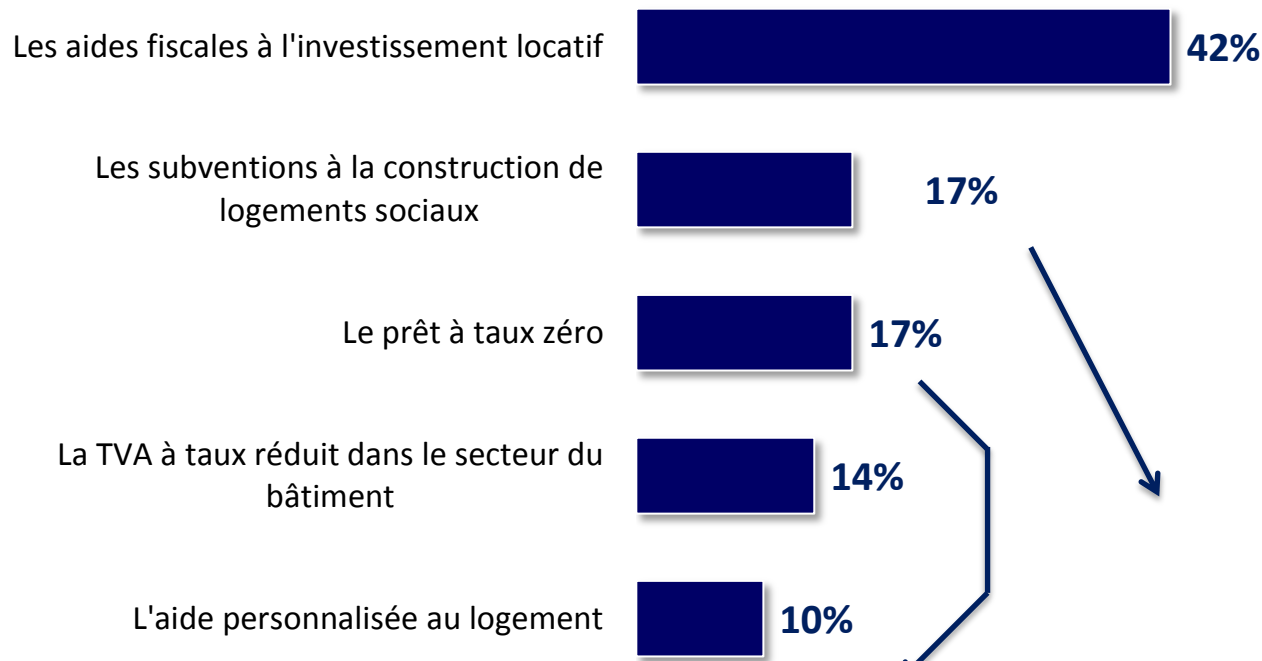


Proximité politique

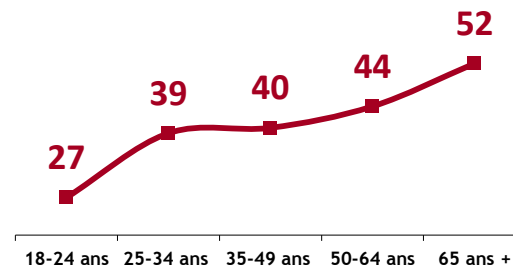


Les économies envisageables dans le budget de la politique du logement pour réduire le déficit public

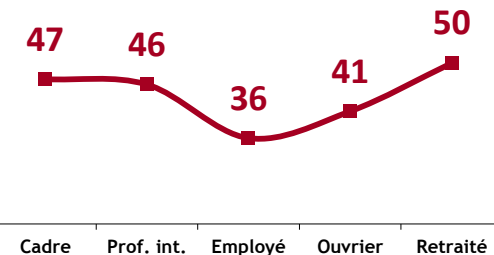
Question : Parmi les aides suivantes qui concerne la politique du logement, laquelle seriez-vous prêt(e) à voir supprimer pour réduire le déficit public ?



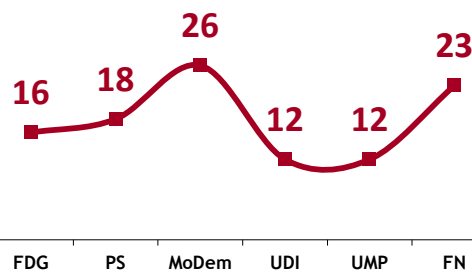
Âge de la personne interrogée



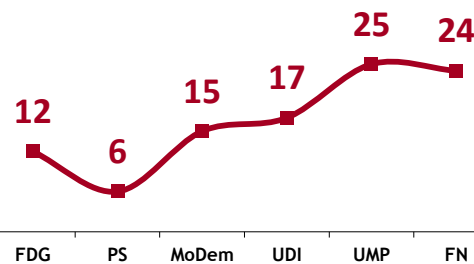
Profession de la personne interrogée



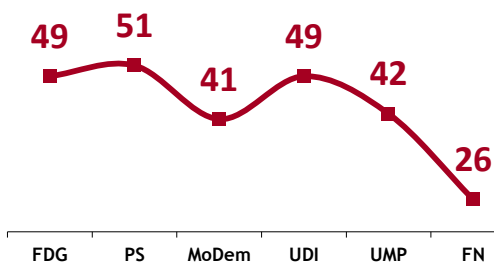
Proximité politique



Proximité politique



Proximité politique



Alors que la nouvelle loi, dite « loi Duflot », portant à 25% la part des logements sociaux dans les communes de plus de 3500 habitants, vient de paraître au Journal Officiel, les Français interrogés par l'Ifop pour Acteurs Publics expriment un jugement sévère sur la politique du logement en France.

En premier lieu, seuls 18% des personnes interrogées estiment que l'argent public consacré chaque année par la France à la politique du logement est utilisé de manière efficace. 82% sont d'un avis contraire. Aucune variation géographique significative ne peut être relevée dans des résultats qui ne semblent donc pas impactés par un quelconque contexte local. Les réponses sont également assez homogènes du point de vue du niveau socioculturel des interviewés. On note toutefois un clivage politique : l'efficacité de l'utilisation des fonds publics est très faiblement perçue à droite (12% seulement), mais sensiblement plus à gauche (26%), notamment chez les proches d'Europe Ecologie les Verts (38%), sans néanmoins qu'une majorité de jugements positifs ne soit atteinte.

Chère et pas nécessairement efficace, la politique du logement pâtit notamment aux yeux des Français de son incapacité à aider les publics qui en ont le plus besoin. Seuls 20% des interviewés estiment en effet que l'objectif en ce domaine est atteint. Le caractère « social » de la politique menée est donc très clairement mis en cause par l'opinion. De ce point de vue, les catégories socioprofessionnelles populaires se montrent les plus circonspectes : 84% des ouvriers par exemple jugent que les publics les plus en nécessité ne sont pas correctement aidés, 28% estimant même que ce n'est « pas du tout » le cas, signe d'une attente forte de soutien dans les franges de la population potentiellement les plus précarisées. Un moindre pessimisme émerge des plus jeunes (30% pensent que les publics ayant besoin de la politique du logement sont aidés), et une fois encore des proches de la gauche (27%) et d'EELV (34%). Il apparaît toutefois clairement une fois encore que les interviewés les plus proches de l'actuel exécutif et de la ministre du Logement, Cécile Duflot, se montrent aussi critiques sur les effets de la politique du logement.

Invités à déterminer quelle aide parmi celles aujourd'hui au service de la politique du logement pourrait être supprimée, les Français interrogés sont une majorité relative (42%) à évoquer les aides fiscales à l'investissement locatif. Il est frappant de relever que le soutien à la disparition de ces dispositifs progresse nettement avec l'âge (elle est citée par 52% des 65 ans et plus contre seulement 27% des 18-24 ans). Les habitants des communes rurales (45%), de même que les cadres supérieurs et professions libérales (47%) sont par ailleurs les plus nombreux à évoquer cet aménagement de la politique du logement. Pour le reste, aucune hiérarchie particulière n'émerge quant à la suppression des autres aides testées. 17% des interviewés veulent mettre fin aux subventions à la construction de logements sociaux (rappelons que l'extension du parc social figure parmi les objectifs prioritaires du gouvernement, la nouvelle loi prévoyant une décote pouvant aller jusqu'à 100 % du prix des terrains publics pour la construction de HLM), une proportion équivalente au prêt à taux zéro. 14% souhaitent qu'on supprime la TVA à taux réduit dans le secteur du bâtiment (sachant que son taux devrait remonter à 10% dès le 1^{er} janvier 2014), et 10% citent la disparition de l'aide personnalisée au logement. Les plus jeunes se montrent nettement plus sensibles que la moyenne à la suppression des subventions à la construction de logements sociaux (23% des moins de 35 ans évoquent cette piste, le taux montant à 29% chez les 18-24 qui en font leur première requête).

Sur l'ensemble de ces suppressions d'aides envisagées, le clivage est surtout politique : les proches de la gauche mettent clairement l'accent sur l'alourdissement de la fiscalité, via la suppression des aides fiscales à l'investissement locatif (49%) et, à un degré moindre, la fin de la TVA à taux réduit pour le secteur du bâtiment (19%). A droite, si la suppression des aides fiscales à l'investissement locatif arrive aussi en tête des mesures citées (38%), c'est ensuite la disparition des subventions à la construction des logements sociaux qui est mentionnée (24%, contre 8% seulement parmi les sympathisants de gauche).